

N° 2427

N° 134

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

QUINZIÈME LÉGISLATURE

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2019-2020

---

---

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale  
le 19 novembre 2019

---

---

Enregistré à la Présidence du Sénat le 19 novembre 2019

# RAPPORT

FAIT

AU NOM DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE <sup>(1)</sup> CHARGÉE DE PROPOSER UN TEXTE  
SUR LES DISPOSITIONS RESTANT EN DISCUSSION DU PROJET DE LOI *de finances*  
**rectificative pour 2019,**

PAR M. Joël GIRAUD,  
Rapporteur,  
Député

PAR M. Albéric de MONTGOLFIER,  
Rapporteur,  
Sénateur

---

*(1) Cette commission est composée de : M. Vincent Éblé, sénateur, président ; M. Éric Woerth, député, vice-président ; M. Albéric de Montgolfier, sénateur, M. Joël Giraud, député, rapporteurs.*

*Membres titulaires : M. Jean-François Husson, Mmes Christine Lavarde, Nathalie Goulet, MM. Claude Raynal et Didier Rambaud, sénateurs ; Mme Émilie Cariou, MM. Daniel Labaronne, Laurent Saint-Martin, Mmes Véronique Louwagie et Sarah El Haïry, députés.*

*Membres suppléants : MM. Philippe Dallier, Philippe Dominati, Sébastien Meurant, Bernard Delcros, Thierry Carcenac, Jean-Claude Requier et Éric Bocquet, sénateurs ; M. Benjamin Dirx, Mmes Olivia Gregoire, Christine Pires Beaune, Patricia Lemoine et M. Charles de Courson, députés.*

**Voir les numéros :**

**Assemblée nationale (15<sup>ème</sup> législ.) :** Première lecture : **2400, 2404** et T.A. **347**

**Sénat :** Première lecture : **121, 123** et T.A. **27** (2019-2020)  
Commission mixte paritaire : **135** (2019-2020)



## SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
TRAVAUX DE LA COMMISSION.....	5
TABLEAU COMPARATIF .....	9



## TRAVAUX DE LA COMMISSION

*Mesdames, Messieurs,*

*Conformément au deuxième alinéa de l'article 45 de la Constitution et à la demande de M. le Premier ministre, une commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2019 s'est réunie au Sénat le 19 novembre 2019.*

*La commission mixte paritaire a tout d'abord procédé à la désignation de son bureau, ainsi constitué : M. Vincent Éblé, sénateur, président ; M. Éric Woerth, député, vice-président ; M. Albéric de Montgolfier, sénateur, rapporteur pour le Sénat ; M. Joël Giraud, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale.*

*Sont également présents M. Jean-François Husson, Mmes Christine Lavarde, et Nathalie Goulet, MM. Claude Raynal et Didier Rambaud, sénateurs titulaires, et MM. Sébastien Meurant et Thierry Carcenac, sénateurs suppléants, ainsi que Mme Émilie Cariou, MM. Daniel Labaronne et Laurent Saint-Martin, Mmes Véronique Louwagie et Sarah El Haïry, députés titulaires, et M. Benjamin Dirx député suppléant.*

\*

\* \*

### DISCUSSION GÉNÉRALE

**M. Vincent Éblé, sénateur, président.** – Le projet de loi initial comportait dix articles, dont l'article liminaire. L'Assemblée nationale n'a pas modifié le texte en première lecture. Notre assemblée a adopté quatre amendements à l'article 5 du projet de loi et à l'état B annexé, tendant à revenir sur diverses annulations de crédits. En conséquence, elle a adopté l'amendement de coordination présenté par le Gouvernement à l'article 4, tirant les conséquences des votes du Sénat sur l'article d'équilibre. Deux articles du projet de loi restent donc en discussion, les articles 4 et 5.

**M. Éric Woerth, député, vice-président.** – Il me semble que l'état d'esprit est plutôt favorable à une réunion conclusive, et je m'en réjouis. À nos rapporteurs de convaincre notre commission mixte paritaire (CMP) !

**M. Albéric de Montgolfier, sénateur, rapporteur pour le Sénat.** – Je vais essayer de le faire ! Indépendamment des désaccords sur les hypothèses macroéconomiques, la majorité sénatoriale a examiné ce projet de loi de finances rectificative (PLFR) avec bienveillance, car il n’y a pas de doute sur la sincérité budgétaire. En outre, nous avons tous déploré pendant des années d’avoir à examiner des PLFR interminables, avec des amendements de dernière minute qui portaient des réformes fiscales majeures. Ce PLFR est limité à des mouvements de crédits, ce qui est sa véritable vocation – la réserve de précaution est limitée à 3 %, et il n’y a pas eu de décrets d’avance pendant l’année.

L’avis de la commission a été défavorable car nous souhaitons certaines réponses. En examinant le texte, le Sénat s’est interrogé sur quatre points, et a adopté des amendements revenant sur des annulations de crédits.

Sur la mission « Recherche et enseignement supérieur », un amendement rétablit ainsi 13 millions d’euros, tout simplement parce que la France est tenue par un engagement international pour le programme ITER – *International Thermonuclear Experimental Reactor*. M. Dussopt a même laissé entendre que, dans l’idéal, il faudrait que la facture nous parvienne début janvier...

Le Sénat a également adopté – ce n’était pas mon avis – un amendement du groupe socialiste et républicain rétablissant les crédits du programme « Vie étudiante ». Nul ne conteste les difficultés, pas même le Gouvernement, mais je pense qu’il s’agit d’un sujet de fond, à traiter dans le cadre du projet de loi de finances à venir. À quoi bon rétablir des crédits en fin d’année ? Ce serait un acte politique à la portée opérationnelle assez faible.

Sur la mission « Défense », nous avons rétabli 250 millions d’euros en autorisations d’engagement (AE) et 70 millions d’euros en crédits de paiement (CP), moyennant d’autres annulations de crédits et considérant qu’il s’agissait de ressources nécessaires au bon fonctionnement de nos armées. Dans la journée, j’ai consulté nos rapporteurs spéciaux, ainsi que le président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. Les armées devraient pouvoir assumer leurs missions opérationnelles malgré les annulations d’AE et, surtout, de CP.

Concernant la mission « Culture », nous sommes revenus sur l’annulation des crédits mis en réserve sur le programme « Patrimoines », considérant qu’il y a de nombreux projets en cours et que les directions régionales de l’action culturelle doivent parfois annuler des programmes. L’an dernier, nous avons ajouté des crédits. Cette année, nous annulons la réserve de précaution. Compte tenu des chantiers en cours, notamment dans l’Ardèche à la suite du tremblement de terre, ces crédits seraient bienvenus.

**M. Joël Giraud, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale. –**

En effet, c'est le deuxième PLFR qui ne contient pas de dispositions fiscales : c'est un texte de fin de gestion, comme cela doit être et comme nous le souhaitons tous depuis longtemps. Nous en avons assez que les PLFR soient des « PLF *bis* », dans lesquels on ressortait tout ce qui traînait dans les tiroirs en matière fiscale... Nous n'avons pas adopté d'amendement, mais le Parlement exerce pleinement ses prérogatives lorsqu'il annule ou rétablit des crédits en fonction des besoins qu'il identifie.

Sur la proposition du Sénat relative au rétablissement de 250 millions d'euros en AE et 70 millions d'euros en CP pour la mission « Défense », nous avons la même analyse. Il s'agit en fait de contrats passés par la direction générale de l'armement (DGA) et qui ont été renégociés. Concernant les crédits du programme « Vie étudiante », je partage également votre point de vue : inutile de prévoir des crédits qui ne seront pas consommés. Le rétablissement des crédits de la réserve de précaution du programme « Patrimoines », dans le contexte actuel, semble nécessaire : les dossiers déposés doivent pouvoir trouver un financement, et j'approuve donc le rétablissement de 25 millions d'euros en AE et de 21 millions d'euros en CP. Nul doute que ces crédits seront consommés avant la fin 2019 ; sinon, la loi de règlement les annulera.

Concernant les 13 millions d'euros prévus pour ITER... J'ai toujours été agacé de voir que, dans ce programme, les régions devaient faire des avances pour le compte de l'État, toujours en retard. Et les instituts de recherche allemands partageaient mon étonnement, contrairement au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), qui a l'habitude !

Je vous propose donc que nous reprenions les deux amendements du Sénat sur le programme « Patrimoines » et sur le programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires », pour un impact budgétaire de 38 millions d'euros en AE et 34 millions d'euros en CP. Par rapport à l'annulation nette de 1,5 milliard d'euros en CP proposée par le PLFR, on est dans l'épaisseur du trait. J'appelle donc à adopter les deux propositions de rédactions déposées, qui réécrivent les articles 4 et 5 du PLFR.

**M. Claude Raynal, sénateur. –** Si je me réjouis de participer à une CMP qui peut être conclusive, je regrette que nous mettions de côté un amendement du groupe socialiste adopté par le Sénat. Pourtant, pour le patrimoine, le fait que les crédits puissent n'être pas dépensés intégralement ne vous gêne pas, au regard du signal à donner. De même, si ces crédits n'étaient pas consommés, on les retrouverait en loi de règlement. Et les signaux, cela fait partie de la vie politique – il n'y a pas que la comptabilité ! La période est délicate, et vous savez bien que les commentaires se résumeront à l'assertion, fautive, selon laquelle nous aurons retiré des crédits. Cet amendement mérite donc un meilleur sort, puisque nous sommes sur l'épaisseur du trait ! Nous y aurons tous intérêt, même le Gouvernement.

**M. Laurent Saint-Martin, député.** – Ce sera ma première CMP conclusive, et je m'en réjouis. Cet amendement, monsieur Raynal, envoie un signal contradictoire, justement. Les crédits de la mission « Recherche et enseignement supérieur » sont en hausse significative ! Le programme en question voit ses crédits augmenter. Des sous-exécutions ou non-exécutions n'ont pas à être rattrapées de manière politique. Ce serait une erreur. Il n'y a pas de baisse de crédits, bien au contraire.

**M. Joël Giraud, député, rapporteur pour l'Assemblée nationale.** – Sur cette mission, nous avons dégelé plus que les 35 millions d'euros que votre amendement réintroduisait, monsieur Raynal : sur 76 millions d'euros de crédits initialement mis en réserve, 41 millions d'euros ont été dégelés. On est sûr de l'ajustement de fin de gestion, et le signal me semble moins important que pour le programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires ».

**Mme Nathalie Goulet, sénatrice.** – En séance, mon groupe s'était abstenu, pour ne pas creuser la charge de la dette. Nous voterons les conclusions de la CMP.

**Mme Émilie Cariou, députée.** – Mon groupe également soutient la solution proposée et les deux rédactions proposées par les rapporteurs.

**M. Vincent Éblé, sénateur, président.** – Très bien, nous allons pouvoir nous prononcer rapidement !

#### ***Article 4***

*La proposition de rédaction des rapporteurs de l'Assemblée nationale et du Sénat n° 1 est adoptée.*

*L'article 4 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.*

#### ***Article 5 et état B***

*La proposition de rédaction des rapporteurs de l'Assemblée nationale et du Sénat n° 2 est adoptée.*

*L'article 5 et l'état B sont adoptés dans la rédaction issue des travaux de la commission mixte paritaire.*

*La commission mixte paritaire adopte, ainsi rédigées, l'ensemble des dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2019.*



**TABLEAU COMPARATIF**

**Dispositions en vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

**Projet de loi de finances rectificative pour 2019**

**Projet de loi de finances rectificative pour 2019**

**Article liminaire**

**Article liminaire**

*(Conforme)*

La prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour 2019 s'établit comme suit :

*En points de produit intérieur brut*

	<b>Exécution 2018</b>	<b>Prévision 2019</b>
Solde structurel (1) .....	-2,3	-2,2
Solde conjoncturel (2) .....	0,0	0,0
Mesures exceptionnelles et temporaires (3) .....	-0,2	-0,9
Solde effectif (1 + 2 + 3) .....	-2,5	-3,1

**PREMIÈRE PARTIE  
CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE  
FINANCIER**

**TITRE I<sup>ER</sup>  
DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES**

**PREMIÈRE PARTIE  
CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE  
FINANCIER**

**TITRE I<sup>ER</sup>  
DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES**

**Dispositions en  
vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en  
première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

**AFFECTÉES**

**AFFECTÉES**

**Article 1<sup>er</sup>**

**Articles 1<sup>er</sup> à 3**  
*(Conformes)*

I. – Par dérogation au tableau du second alinéa du I de l'article 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, le produit de la taxe mentionnée à l'article 1001 du code général des impôts affecté à la société mentionnée à l'article L. 313-19 du code de la construction et de l'habitation est plafonné, en 2019, à zéro euro.

II. – Par dérogation au tableau du second alinéa du I de l'article 46 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 précitée, le produit de la contribution mentionnée au I de l'article L. 841-5 du code de l'éducation affecté aux établissements publics d'enseignement supérieur, aux établissements mentionnés aux articles L. 443-1 et L. 753-1 du code de l'éducation ou à l'article L. 1431-1 du code général des collectivités territoriales dispensant des formations initiales d'enseignement supérieur, aux établissements d'enseignement supérieur privés d'intérêt général et aux centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires est plafonné, en 2019, à 140 000 000 €.

**Article 2**

Pour l'année 2019, par dérogation au premier alinéa du II de l'article 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, le produit des amendes forfaitaires perçues par la voie de systèmes automatiques de contrôle et sanction est affecté au compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » dans la limite de 303,55 millions d'euros. Ce produit est affecté successivement à hauteur de 282,95 millions d'euros à la première section « Contrôle automatisé », puis à hauteur de 20,6 millions d'euros à la deuxième section « Circulation et

**Dispositions en vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture**

stationnement routiers ».

**Article 3**

Pour l'année 2019, par dérogation au *d* du 1° du I de l'article 5 de la loi n° 2015-1786 du 29 décembre 2015 de finances rectificative pour 2015, le montant de la fraction de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques prévue à l'article 265 du code des douanes affectée au compte d'affectation spéciale « Transition énergétique » est de 6 716 834 766 €.

**TITRE II  
DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE DES  
RESSOURCES ET DES CHARGES**

**Article 4**

I. – Pour 2019, l'ajustement des ressources tel qu'il résulte des évaluations révisées figurant à l'état A annexé à la présente loi et la variation des charges du budget de l'État sont fixés aux montants suivants :

*(En millions d'euros)\**

	Ressources	Charges	Soldes
<b>Budget général</b>			
Recettes fiscales brutes / dépenses brutes .....	12 810	<del>5 598</del>	
<i>À déduire :</i>			
<i>Remboursements et dégrèvements.....</i>	7 152	7 152	
Recettes fiscales nettes / dépenses nettes .....	5 658	-1 553	
Recettes non fiscales .....	1 935		
Recettes totales nettes / dépenses nettes .....	7 593		
<i>À déduire : Prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne ....</i>	18		
<b>Montants nets pour le budget général .....</b>	<b>7 575</b>	<b>-1 553</b>	<b>9 129</b>

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

**TITRE II  
DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE DES  
RESSOURCES ET DES CHARGES**

**Article 4**

I. – Pour 2019, l'ajustement des ressources tel qu'il résulte des évaluations révisées figurant à l'état A annexé à la présente loi et la variation des charges du budget de l'État sont fixés aux montants suivants :

*(En millions d'euros)\**

	Ressources	Charges	Soldes
<b>Budget général</b>			
Recettes fiscales brutes / dépenses brutes.....	12 810	<u>5 737</u>	
<i>À déduire :</i>			
<i>Remboursements et dégrèvements.....</i>	7 152	7 152	
Recettes fiscales nettes / dépenses nettes .....	5 658	-1 414	
Recettes non fiscales.....	1 935		
Recettes totales nettes / dépenses nettes .....	7 593	- 1 414	
<i>À déduire : Prélèvements sur recettes au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne....</i>	18		
<b>Montants nets pour le budget général.....</b>	<b>7 575</b>	<b>-1 414</b>	<b>8 990</b>

**Dispositions en vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture**

Évaluation des fonds de concours et crédits correspondants .....			
<b>Montants nets pour le budget général, y compris fonds de concours .....</b>	7 575	-1 553	
<b>Budgets annexes</b>			
Contrôle et exploitation aériens .....	44	-4	48
Publications officielles et information administrative ..	17	-14	31
<b>Totaux pour les budgets annexes .....</b>	<b>61</b>	<b>-18</b>	<b>79</b>
Évaluation des fonds de concours et crédits correspondants :			
Contrôle et exploitation aériens .....			
Publications officielles et information administrative ..			
<b>Totaux pour les budgets annexes, y compris fonds de concours .....</b>	<b>61</b>	<b>-18</b>	
<b>Comptes spéciaux</b>			
Comptes d'affectation spéciale.....	-434	-926	492
Comptes de concours financiers.....	-583	-924	341
Comptes de commerce (solde) .....			
Comptes d'opérations monétaires (solde) .....			
<b>Solde pour les comptes spéciaux .....</b>			<b>833</b>
<b>Solde général.....</b>			<b>10 040</b>

\* Les montants figurant dans le présent tableau sont arrondis au million d'euros le plus proche ; il résulte de l'application de ce principe que le montant arrondi des totaux et sous-totaux peut ne pas être égal à la somme des montants arrondis entrant dans son calcul.

II. – Pour 2019 :

1° Les ressources et les charges de trésorerie qui

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

Évaluation des fonds de concours et crédits correspondants .....			
<b>Montants nets pour le budget général, y compris fonds de concours.....</b>	7 575	-1 414	
<b>Budgets annexes</b>			
Contrôle et exploitation aériens .....	44	-4	48
Publications officielles et information administrative .....	17	-14	31
<b>Totaux pour les budgets annexes .....</b>	<b>61</b>	<b>-18</b>	<b>79</b>
Évaluation des fonds de concours et crédits correspondants :			
Contrôle et exploitation aériens .....			
Publications officielles et information administrative .....			
<b>Totaux pour les budgets annexes, y compris fonds de concours.....</b>	<b>61</b>	<b>-18</b>	<b>79</b>
<b>Comptes spéciaux</b>			
Comptes d'affectation spéciale.....	-434	-926	492
Comptes de concours financiers .....	-583	-924	341
Comptes de commerce (solde).....			
Comptes d'opérations monétaires (solde).....			
<b>Solde pour les comptes spéciaux .....</b>			<b>833</b>
<b>Solde général .....</b>			<b>9 901</b>

\* Les montants figurant dans le présent tableau sont arrondis au million d'euros le plus proche ; il résulte de l'application de ce principe que le montant arrondi des totaux et sous-totaux peut ne pas être égal à la somme des montants arrondis entrant dans son calcul.

II. – Pour 2019 :

1° Les ressources et les charges de trésorerie qui

**Dispositions en vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture**

concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont évaluées comme suit :

(En milliards d'euros)

<b>Besoin de financement</b>	
Amortissement de la dette à moyen et long termes.....	130,2
<i>Dont remboursement du nominal à valeur faciale.....</i>	128,9
<i>Dont suppléments d'indexation versés à l'échéance (titres indexés)...</i>	1,3
Amortissement des autres dettes.....	-
Déficit à financer.....	97,6
Autres besoins de trésorerie.....	-1,0
<b>Total.....</b>	<b>226,8</b>
<b>Ressources de financement</b>	
Émission de dette à moyen et long termes, nette des rachats.....	200,0
Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement.....	-
Variation nette de l'encours des titres d'État à court terme.....	-
Variation des dépôts des correspondants.....	5,0
Variation des disponibilités du Trésor à la Banque de France et des placements de trésorerie de l'État.....	4,3
Autres ressources de trésorerie.....	17,5
<b>Total.....</b>	<b>226,8</b>

2° Le plafond de la variation nette, appréciée en fin d'année, de la dette négociable de l'État d'une durée supérieure à un an demeure inchangé.

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

concourent à la réalisation de l'équilibre financier sont évaluées comme suit :

(En milliards d'euros)

<b>Besoin de financement</b>	
Amortissement de la dette à moyen et long termes.....	130,2
<i>Dont remboursement du nominal à valeur faciale.....</i>	128,9
<i>Dont suppléments d'indexation versés à l'échéance (titres indexés) ..</i>	1,3
Amortissement des autres dettes.....	-
Déficit à financer.....	97,8
Autres besoins de trésorerie.....	-1,0
<b>Total.....</b>	<b>227,0</b>
<b>Ressources de financement</b>	
Émission de dette à moyen et long termes, nette des rachats.....	200,0
Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement.....	-
Variation nette de l'encours des titres d'État à court terme.....	-
Variation des dépôts des correspondants.....	5,0
Variation des disponibilités du Trésor à la Banque de France et des placements de trésorerie de l'État.....	4,5
Autres ressources de trésorerie.....	17,5
<b>Total.....</b>	<b>227,0</b>

2° Le plafond de la variation nette, appréciée en fin d'année, de la dette négociable de l'État d'une durée supérieure à un an demeure inchangé.

**Dispositions en  
vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en  
première lecture**

III. – Pour 2019, le plafond d'autorisation des emplois rémunérés par l'État, exprimé en équivalents temps plein travaillé, est porté au nombre de 1 953 810.

**SECONDE PARTIE  
MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET  
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

**TITRE I<sup>ER</sup>  
AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2019. –  
CRÉDITS DES MISSIONS**

**Article 5**

I. – Il est ouvert aux ministres pour 2019, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux montants de 10 209 023 849 € et de 10 521 680 435 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.

II. – Il est annulé pour 2019, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de ~~6 191 687 999~~ € et de ~~4 923 514 587~~ €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.

**Article 6**

Il est annulé pour 2019, au titre des budgets annexes, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 27 613 462 € et de 17 508 462 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état C annexé à la

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

III. – *(Non modifié)*

**SECONDE PARTIE  
MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET  
DISPOSITIONS SPÉCIALES**

**TITRE I<sup>ER</sup>  
AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2019. –  
CRÉDITS DES MISSIONS**

**Article 5**

I. – *(Non modifié)*

II. – Il est annulé pour 2019, au titre du budget général, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 5 867 954 414 € et de 4 784 292 773 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état B annexé à la présente loi.

**Articles 6 et 7  
*(Conformes)***

**Dispositions en  
vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en  
première lecture**

présente loi.

**Article 7**

I. – Il est ouvert aux ministres pour 2019, au titre des comptes d'affectation spéciale, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux montants de 156 247 717 € et de 154 173 125 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.

II. – Il est annulé pour 2019, au titre des comptes d'affectation spéciale, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 920 018 921 € et de 1 080 374 160 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.

III. – Il est ouvert aux ministres pour 2019, au titre des comptes de concours financiers, des autorisations d'engagement supplémentaires s'élevant au montant de 100 000 000 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.

IV. – Il est annulé pour 2019, au titre des comptes de concours financiers, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement s'élevant respectivement aux montants de 714 078 897 € et de 923 738 897 €, conformément à la répartition par mission donnée à l'état D annexé à la présente loi.

**TITRE II  
AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2019. –  
PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS**

**Article 8**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

**TITRE II  
AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2019. –  
PLAFONDS DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS**

**Articles 8 et 9**

*(Conformes)*

**Dispositions en  
vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en  
première lecture**

La seconde colonne du tableau du second alinéa de l'article 103 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 est ainsi modifiée :

1° À la deuxième ligne, le montant : « 1 942 308 » est remplacé par le montant : « 1 942 602 » ;

2° À la quatrième ligne, le montant : « 30 097 » est remplacé par le montant : « 30 232 » ;

3° À la septième ligne, le montant : « 10 670 » est remplacé par le montant : « 10 829 » ;

4° À la dernière ligne, le montant : « 1 953 516 » est remplacé par le montant : « 1 953 810 ».

**Article 9**

L'article 104 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 est ainsi modifié :

1° À la première phrase du premier alinéa, le montant : « 401 849 » est remplacé par le montant : « 401 613 » ;

2° La seconde colonne du tableau du second alinéa est ainsi modifiée :

a) À la quinzième ligne, le montant : « 14 461 » est remplacé par le montant : « 14 302 » ;

b) À la seizième ligne, le montant : « 8 749 » est remplacé par le montant : « 8 616 » ;

c) À la dix-septième ligne, le montant : « 3 404 » est remplacé par le montant : « 3 403 » ;

d) À la dix-huitième ligne, le montant : « 2 308 » est remplacé par le montant : « 2 283 » ;

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**



**Dispositions en vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture**

e) À la trente-neuvième ligne, le montant : « 1 984 » est remplacé par le montant : « 2 007 » ;

f) À la quarantième ligne, le montant : « 805 » est remplacé par le montant : « 828 » ;

g) À la cinquantième ligne, le montant : « 259 387 » est remplacé par le montant : « 259 287 » ;

h) À la cinquante-huitième ligne, le montant : « 1 206 » est remplacé par le montant : « 1 106 » ;

i) À la dernière ligne, le montant : « 401 849 » est remplacé par le montant : « 401 613 ».

**ÉTATS LÉGISLATIFS ANNEXÉS**

**ÉTAT A**

**(ARTICLE 4 DU PROJET DE LOI)**

*VOIES ET MOYENS POUR 2019 RÉVISÉS*

**I. – BUDGET GÉNÉRAL**

*(En euros)*

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2019
	1. Recettes fiscales	
	<b>11. Impôt sur le revenu</b>	<b>1 581 678 000</b>
1101	Impôt sur le revenu .....	1 581 678 000
	<b>12. Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles</b>	<b>-147 000 000</b>
	Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles.....	-147 000 000
1201		
	<b>13. Impôt sur les sociétés</b>	<b>3 485 868 160</b>
1301	Impôt sur les sociétés .....	3 378 295 160
	Contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés ....	107 573 000
1302		
	<b>14. Autres impôts directs et taxes assimilées</b>	<b>2 467 669 000</b>

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

**ÉTATS LÉGISLATIFS ANNEXÉS**

**ÉTAT A**

**(ARTICLE 4 DU PROJET DE LOI)**

*VOIES ET MOYENS POUR 2019 RÉVISÉS*

**I. – (Non modifié) BUDGET GÉNÉRAL**

**Dispositions en  
vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en  
première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

1401	Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu .....	-86 322 000
1402	Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes .....	676 000 000
1404	Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965, art. 3).....	780 000 000
1405	Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices....	348 000
1406	Impôt sur la fortune immobilière.....	445 000 000
1408	Prélèvements sur les entreprises d'assurance.....	50 000 000
1410	Cotisation minimale de taxe professionnelle.....	13 000 000
1411	Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction.....	5 043 000
1412	Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue .....	-2 640 000
1413	Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité.....	20 699 000
1416	Taxe sur les surfaces commerciales .....	-612 000
1421	Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle .....	4 000 000
1427	Prélèvements de solidarité... Taxe sur les services	397 723 000
1430	numériques.....	352 000 000
1498	Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'État en 2010).....	4 000 000
1499	Recettes diverses .....	-190 570 000

**Dispositions en  
vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en  
première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

	<b>15. Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques</b>	<b>111 801 000</b>
1501	Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques .....	111 801 000
	<b>16. Taxe sur la valeur ajoutée</b>	<b>3 468 100 280</b>
1601	Taxe sur la valeur ajoutée ...	3 468 100 280
	<b>17. Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes</b>	<b>1 841 583 000</b>
1701	Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices .....	21 000 000
1702	Mutations à titre onéreux de fonds de commerce.....	-12 000 000
1704	Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers .....	-10 000 000
1705	Mutations à titre gratuit entre vifs (donations) .....	478 871 000
1706	Mutations à titre gratuit par décès .....	146 235 000
1707	Contribution de sécurité immobilière.....	-4 600 000
1711	Autres conventions et actes civils.....	-49 347 000
1713	Taxe de publicité foncière... Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès.....	35 671 000
1714	Recettes diverses et pénalités .....	89 303 000
1716	Timbre unique.....	-41 432 000
1721	Autres taxes intérieures .....	-40 000 000
1753	Autres droits et recettes accessoires .....	203 430 000
1754	Amendes et confiscations....	8 340 000
1755	Taxe générale sur les activités polluantes.....	5 099 000
1756	Autres droits et recettes à différents titres .....	1 038 000 000
1769	Taxe spéciale sur la publicité télévisée	46 327 000
1774		4 500 000

**Dispositions en vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

	Redevances sanitaires d'abattage et de découpage .....	-900 000
1776		
	Taxe sur les installations nucléaires de base .....	-2 000 000
1781		
	Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées.....	-1 800 000
1782		
	Produits des jeux exploités par la Française des jeux (hors paris sportifs) .....	11 000 000
1785		
	Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos .....	-11 993 000
1786		
	Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques.....	6 885 000
1787		
	Prélèvement sur les paris sportifs .....	18 533 000
1788		
	Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne .....	-3 539 000
1789		
	Taxe sur les transactions financières.....	-207 000 000
1797		
	Autres taxes.....	113 000 000
1799		
	<b>2. Recettes non fiscales</b>	
	<b>21. Dividendes et recettes assimilées</b>	<b>-421 126 328</b>
	Produits des participations de l'État dans des entreprises financières.....	46 092 449
2110		
	Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés .....	-262 910 000
2111		
	Produits des participations de l'État dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers.....	-232 590 000
2116		
	Autres dividendes et recettes assimilées .....	28 281 223
2199		
	<b>22. Produits du domaine de l'État</b>	<b>152 240 000</b>
	Autres revenus du domaine public .....	-3 000 000
2202		
	Revenus du domaine privé ..	165 000 000
2203		
	Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires .....	-4 500 000
2209		

**Dispositions en  
vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en  
première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

2299	Autres revenus du Domaine.....	-5 260 000
	<b>23. Produits de la vente de biens et services</b>	<b>396 878 762</b>
2301	Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget.....	15 550 000
2303	Autres frais d'assiette et de recouvrement.....	-23 843 441
2304	Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne .....	-24 275 317
2305	Produits de la vente de divers biens.....	-14 855
2306	Produits de la vente de divers services.....	-393 625
2399	Autres recettes diverses.....	429 856 000
	<b>24. Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières</b>	<b>279 565 082</b>
2401	Intérêts des prêts à des banques et à des États étrangers.....	-75 531 789
2403	Intérêts des avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics.....	-18 000 000
2409	Intérêts des autres prêts et avances.....	4 000 000
2411	Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile.....	18 000 000
2412	Autres avances remboursables sous conditions.....	-1 000 000
2413	Reversement au titre des créances garanties par l'État .....	-372 129
2499	Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées.....	352 469 000

**Dispositions en vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

	<b>25. Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites</b>	<b>730 451 977</b>
	Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement	
2501	routiers .....	42 904 040
	Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence..	
2502	Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes.....	100 000 000
2503	Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'État.....	46 436 000
2504	Produit des autres amendes et condamnations pécuniaires .....	2 130 857
2505	Frais de poursuite.....	539 501 000
2510	Frais de justice et d'instance.....	-500 797
2511	Intérêts moratoires .....	-598 580
2512	Pénalités.....	-102 497
2513		681 954
	<b>26. Divers</b>	<b>797 211 990</b>
2601	Reversements de Natixis ....	32 000 000
	Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur .....	
2602	Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des Dépôts et Consignations.....	166 800 000
2603	Divers produits de la rémunération de la garantie de l'État .....	43 000 000
2604	Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires .....	30 000 000
2611	Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion .....	-27 532 596
2612	Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques .....	-858 199
2613		-9 694

**Dispositions en  
vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en  
première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

2614	Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne .....	-5 238 125
2615	Commissions et frais de trésorerie perçus par l'État dans le cadre de son activité régaliennne .....	-61 210
2616	Frais d'inscription .....	3 290 621
2617	Recouvrement des indemnisations versées par l'État au titre des expulsions locatives .....	377 543
2618	Remboursement des frais de scolarité et accessoires....	116 360
2620	Récupération d'indus .....	88 031 000
2621	Recouvrements après admission en non-valeur .....	-13 683 863
2622	Divers versements de l'Union européenne.....	-7 877 156
2623	Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits.....	10 598 427
2624	Intérêts divers (hors immobilisations financières) .....	-4 610 418
2625	Recettes diverses en provenance de l'étranger .....	120 753
2626	Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992).....	65 091
2697	Recettes accidentelles .....	-4 684 460
2698	Produits divers .....	219 390 916
2699	Autres produits divers .....	267 977 000
	<b>3. Prélèvements sur les recettes de l'État</b>	
	<b>31. Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales</b>	<b>266 864 608</b>
3103	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs.....	-1 531 048

**Dispositions en vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

3104	Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements.....	-45 430 487
3106	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée.....	251 134 000
3107	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale .....	44 881 629
3109	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la collectivité de Corse ...	21 921 259
3123	Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale .....	-4 429 030
3135	Prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport .....	318 285
	<b>32. Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne</b>	<b>-249 000 000</b>
3201	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit du budget de l'Union européenne.....	-249 000 000

*Récapitulation des recettes du budget général*

(En euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2019
	<b>1. Recettes fiscales</b>	<b>12 809 699 440</b>
11	Impôt sur le revenu.....	1 581 678 000



**Dispositions en vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

	Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles .....	
12		-147 000 000
13	Impôt sur les sociétés.....	3 485 868 160
	Autres impôts directs et taxes assimilées .....	
14		2 467 669 000
	Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques.....	
15		111 801 000
16	Taxe sur la valeur ajoutée.....	3 468 100 280
	Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes .....	
17		1 841 583 000
	<b>2. Recettes non fiscales</b>	<b>1 935 221 483</b>
	Dividendes et recettes assimilées .....	
21		-421 126 328
	Produits du domaine de l'État.....	
22		152 240 000
	Produits de la vente de biens et services.....	
23		396 878 762
	Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières .....	
24		279 565 082
	Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites .....	
25		730 451 977
26	Divers .....	797 211 990
	<b>3. Prélèvements sur les recettes de l'État</b>	<b>17 864 608</b>
	Prélèvements sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales .....	
31		266 864 608
	Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de l'Union européenne.....	
32		-249 000 000
	<b>Total des recettes, nettes des prélèvements (1 + 2 - 3) .....</b>	<b>14 727 056 315</b>

**II. – BUDGETS ANNEXES**

**II. – (Non modifié) BUDGETS ANNEXES**

(En euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2019
	Contrôle et exploitation aériens	

**Dispositions en vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

	Ventes de produits	
7010	fabriqués et marchandises .....	60 616
7061	Redevances de route .....	19 400 000
7062	Redevance océanique.....	2 200 000
	Redevances pour services terminaux de la circulation aérienne pour la métropole...	4 000 000
7063		
	Redevances pour services terminaux de la circulation aérienne pour l'outre-mer .....	3 800 000
7064		
7068	Prestations de service.....	141 840
	Autres recettes d'exploitation.....	1 042 764
7080		
7501	Taxe de l'aviation civile .....	31 170 196
	Frais d'assiette et recouvrement sur taxes perçues pour le compte de tiers .....	176 900
7502		
	Taxe de solidarité - Hors plafond.....	42 000 000
7503		
7600	Produits financiers .....	114 652
	Produits exceptionnels hors cession .....	-500 000
7781		
9700	Produit brut des emprunts .....	-59 712 861
	<b>Total des recettes</b>	<b>43 894 107</b>
	<b>Publications officielles et information administrative</b>	
7010	Ventes de produits .....	16 400 000
	Produits de fonctionnement divers.....	800 000
7280		
	<b>Total des recettes.....</b>	<b>17 200 000</b>

**III. – Comptes d'affectation spéciale**

**III. – (Non modifié) COMPTES D'AFFECTION SPÉCIALE**

(En euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2019
	<b>Aides à l'acquisition de véhicules propres</b>	<b>-60 000 000</b>
	Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules .....	
01		-60 000 000

**Dispositions en  
vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en  
première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

	<b>Contrôle de la circulation et du stationnement routiers</b>	<b>76 548 533</b>
	<b>Section : Contrôle automatisé</b>	<b>-56 950 000</b>
01	Amendes perçues par la voie du système de contrôle-sanction automatisé .....	-56 950 000
	<b>Section : Circulation et stationnement routiers</b>	<b>133 498 533</b>
03	Amendes perçues par la voie du système de contrôle-sanction automatisé .....	-148 000 000
04	Amendes forfaitaires de la police de la circulation et amendes forfaitaires majorées issues des infractions constatées par la voie du système de contrôle-sanction automatisé et des infractions aux règles de la police de la circulation.....	281 498 533
	<b>Développement agricole et rural</b>	<b>6 000 000</b>
01	Taxe sur le chiffre d'affaires des exploitations agricoles.....	6 000 000
	<b>Gestion du patrimoine immobilier de l'État</b>	<b>288 637 524</b>
01	Produits des cessions immobilières .....	282 637 524
02	Produits de redevances domaniales .....	6 000 000
	<b>Participation de la France au désendettement de la Grèce</b>	<b>-1 080 000</b>
01	Produit des contributions de la Banque de France .....	-1 080 000
	<b>Pensions</b>	<b>-187 992 802</b>
	<b>Section : Pensions civiles et militaires de retraite et allocations temporaires d'invalidité</b>	<b>-137 767 913</b>

**Dispositions en  
vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en  
première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

01	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension .....	59 707 347
02	Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension .....	-105 685
03	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension .....	10 986 370
04	Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension .....	-629 679
05	Personnels civils : retenues pour pensions : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste).....	2 785 199
06	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de France Télécom et agents détachés à France Télécom .....	3 497 926
07	Personnels civils : retenues pour pensions : primes et indemnités ouvrant droit à pension .....	5 673 722

**Dispositions en  
vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en  
première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

	Personnels civils : retenues pour pensions : validation des services auxiliaires : part agent : retenues rétroactives, versements du régime général, des autres régimes de base et de l'IRCANTEC .....	10 000 000	
08	Personnels civils : retenues pour pensions : rachat des années d'études ..	-268 307	
09	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État : surcotisations salariales du temps partiel et des cessations progressives d'activité .....	-736 130	
10	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés hors l'État : surcotisations salariales du temps partiel et des cessations progressives d'activité .....	4 413 736	
11	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres de La Poste et agents détachés à La Poste.....	-941 262	
12	Personnels civils : retenues pour pensions : agents propres et détachés des budgets annexes .....	-58 381	
14	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension (hors allocation temporaire d'invalidité .....	6 233 605	
21			

**Dispositions en  
vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en  
première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

	Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors allocation temporaire d'invalidité).....	22	-1 162 199	
	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension .....	23	-77 322 336	
	Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension .....	24	6 758 491	
	Personnels civils : contributions des employeurs : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste)...	25	-7 487 774	
	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de France Télécom et agents détachés à France Télécom .....	26	-34 012 736	
	Personnels civils : contributions des employeurs : primes et indemnités ouvrant droit à pension .....	27	20 918 420	

**Dispositions en  
vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en  
première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

	Personnels civils : contributions des employeurs : validation des services auxiliaires : part employeur : complément patronal, versements du régime général, des autres régimes de base et de l'IRCANTEC .....	10 000 000	
28			
	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres de La Poste et agents détachés à La Poste ..	-127 260 589	
32			
	Personnels civils : contributions des employeurs : allocation temporaire d'invalidité .....	6 449 419	
33			
	Personnels civils : contributions des employeurs : agents propres et détachés des budgets annexes .....	-7 879 227	
34			
	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension .....	-3 267 282	
41			
	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension .....	-34 367	
42			
	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension .....	58 307	
43			

**Dispositions en  
vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en  
première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension .....	44	90 044	
	Personnels militaires : retenues pour pensions : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste).....	45	-121 013	
	Personnels militaires : retenues pour pensions : primes et indemnités ouvrant droit à pension .....	47	-3 531 444	
	Personnels militaires : retenues pour pensions : rachat des années d'études ..	49	-115 102	
	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents propres de l'État et agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi conduisant à pension .....	51	-71 253 668	
	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés dans une administration de l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension .....	52	-352 782	
	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents propres des établissements publics et agents détachés en établissement public sur un emploi conduisant à pension .....	53	-111 428	



**Dispositions en  
vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en  
première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés dans les collectivités et établissements publics locaux sur un emploi conduisant à pension .....	137 931
54	Personnels militaires : contributions des employeurs : agents détachés hors l'État sur un emploi ne conduisant pas à pension (hors France Télécom et hors La Poste) ...	-738 473
55	Personnels militaires : contributions des employeurs : primes et indemnités ouvrant droit à pension .....	5 383 432
57	Recettes diverses (administration centrale) : Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales : transfert au titre de l'article 59 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 .....	-3 000 000
61	Recettes diverses (administration centrale) : compensation démographique généralisée : personnels civils et militaires	47 000 000
65	Recettes diverses : récupération des indus sur pensions : personnels civils.....	2 093 174
67	Recettes diverses : récupération des indus sur pensions : personnels militaires .....	-93 174
68	Autres recettes diverses .....	528 002
69	<b>Section : Ouvriers des établissements industriels de l'État</b>	<b>-53 304 890</b>
71	Cotisations salariales et patronales .....	-695 676

**Dispositions en  
vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en  
première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

	Contribution au Fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État et au Fonds des rentes d'accident du travail des ouvriers civils des établissements militaires .....	-51 279 025
72	Compensations inter- régimes généralisée et spécifique .....	-1 300 000
73	Recettes diverses .....	-189 408
74	Autres financements : Fonds de solidarité vieillesse, Fonds de solidarité invalidité et cotisations rétroactives .....	159 219
75	<b>Section : Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions</b>	<b>3 080 001</b>
	Financement du traitement de membres de la Légion d'honneur : participation du budget général .....	-9 989
83	Financement du traitement de personnes décorées de la Médaille militaire : participation du budget général .....	9 980
85	Financement du traitement de personnes décorées de la Médaille militaire : autres moyens .....	10
86	Financement des pensions militaires d'invalidité : participation du budget général .....	-723 952
87	Financement des pensions militaires d'invalidité : autres moyens .....	723 952
88	Financement des pensions d'Alsace-Lorraine : participation du budget général .....	-69 981
89	Financement des pensions d'Alsace-Lorraine : autres moyens .....	69 981
90		

**Dispositions en vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

	Financement des allocations de reconnaissance des anciens supplétifs : participation du budget général.....	3 200 000
91	Financement des pensions des sapeurs-pompiers et anciens agents de la défense passive victimes d'accident : participation du budget général.....	-120 000
93	<b>Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs</b>	<b>217</b>
01	Contribution de solidarité territoriale.....	278
04	Taxe sur le résultat des entreprises ferroviaires .....	-61
	<b>Transition énergétique</b>	<b>-556 565 234</b>
04	Fraction de la taxe intérieure sur les produits énergétiques prévue à l'article 265 du code des douanes .....	-529 565 234
06	Revenus tirés de la mise aux enchères des garanties d'origine.....	-27 000 000
	<b>Total.....</b>	<b>-434 451 762</b>

**IV. – Comptes de concours financiers**

**IV. – (Non modifié) COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS**

(En euros)

Numéro de ligne	Intitulé de la recette	Révision des évaluations pour 2019
	<b>Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics</b>	<b>-694 702 961</b>
01	Remboursement des avances octroyées au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune.....	-468 728 897

**Dispositions en  
vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en  
première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

	Remboursement des avances octroyées à des organismes distincts de l'État et gérant des services publics .....	03	-202 250 000	
	Remboursement des avances octroyées à des services de l'État .....	04	-8 724 064	
	Remboursement des avances octroyées au titre de l'indemnisation des victimes du Benfluorex .....	05	-15 000 000	
	<b>Avances aux collectivités territoriales</b>		<b>117 362 443</b>	
	<b>Section : Avances sur le montant des impositions revenant aux régions, départements, communes, établissements et divers organismes</b>		<b>117 362 443</b>	
	05 Recettes .....		117 362 443	
	<b>Prêts à des États étrangers</b>		<b>-4 386 262</b>	
	<b>Section : Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France</b>		<b>4 051 633</b>	
	Remboursement des prêts accordés à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France .....	01	4 051 633	
	<b>Section : Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France</b>		<b>-8 437 895</b>	
	02 Remboursement de prêts du Trésor .....		-8 437 895	
	<b>Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés</b>		<b>-1 201 650</b>	

**Dispositions en vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture**

	<b>Section : Prêts et avances pour le logement des agents de l'État</b>	<b>41 350</b>
04	Avances aux agents de l'État à l'étranger pour la prise en location d'un logement.....	41 350
	<b>Section : Prêts pour le développement économique et social</b>	<b>-1 243 000</b>
06	Prêts pour le développement économique et social .....	-1 243 000
	<b>Total .....</b>	<b>-582 928 430</b>

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

**ÉTAT B**

**(ARTICLE 5 DU PROJET DE LOI)**

*RÉPARTITION DES CRÉDITS POUR 2019 OUVERTS ET ANNULÉS, PAR MISSION ET PROGRAMME, AU TITRE DU BUDGET GÉNÉRAL*

*BUDGET GÉNÉRAL*

*(En euros)*

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
<b>Action et transformation publiques</b>		<b>1 126 910</b>	<b>51 462 799</b>	<b>202 280 387</b>
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants .....				74 075 533
Fonds pour la transformation de l'action publique .....			4 403 908	81 145 963
<i>Dont titre 2.....</i>			<i>4 403 908</i>	<i>4 403 908</i>

**ÉTAT B**

**(ARTICLE 5 DU PROJET DE LOI)**

*RÉPARTITION DES CRÉDITS POUR 2019 OUVERTS ET ANNULÉS, PAR MISSION ET PROGRAMME, AU TITRE DU BUDGET GÉNÉRAL*

*BUDGET GÉNÉRAL*

*(En euros)*

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
<b>Action et transformation publiques</b>		<b>1 126 910</b>	<b>51 462 799</b>	<b>202 280 387</b>
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants.....				74 075 533
Fonds pour la transformation de l'action publique .....			4 403 908	81 145 963
<i>Dont titre 2.....</i>			<i>4 403 908</i>	<i>4 403 908</i>

**Dispositions en vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines.....			47 058 891	47 058 891			47 058 891	47 058 891	
<i>Dont titre 2.....</i>			38 311 021	38 311 021			38 311 021	38 311 021	
Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'État.....		1 126 910				1 126 910			
<b>Action extérieure de l'État</b>	<b>10 290 000</b>	<b>10 290 000</b>	<b>82 839 142</b>	<b>82 790 031</b>		<b>10 290 000</b>	<b>10 290 000</b>	<b>82 839 142</b>	<b>82 790 031</b>
Action de la France en Europe et dans le monde.....	10 290 000	10 290 000	40 328 765	40 279 653	10 290 000	10 290 000	40 328 765	40 279 653	
<i>Dont titre 2.....</i>	<i>10 290 000</i>	<i>10 290 000</i>			<i>10 290 000</i>	<i>10 290 000</i>			
Diplomatie culturelle et d'influence.....			13 979 394	13 979 394			13 979 394	13 979 394	
<i>Dont titre 2.....</i>			2 000 000	2 000 000			2 000 000	2 000 000	
Français à l'étranger et affaires consulaires.....			10 578 384	10 578 384			10 578 384	10 578 384	
<i>Dont titre 2.....</i>			5 500 000	5 500 000			5 500 000	5 500 000	
Présidence française du G7.....			17 952 599	17 952 600			17 952 599	17 952 600	
<b>Administration générale et territoriale de l'État</b>			<b>32 812 372</b>	<b>38 200 665</b>			<b>32 812 372</b>	<b>38 200 665</b>	
Administration territoriale.....			2 093 933	2 532 632			2 093 933	2 532 632	
<i>Dont titre 2.....</i>			2 093 933	2 093 933			2 093 933	2 093 933	
Vie politique, culturelle et associative			7 737 698	11 726 298			7 737 698	11 726 298	
<i>Dont titre 2.....</i>			2 082 697	2 082 697			2 082 697	2 082 697	

**Dispositions en vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur .....			22 980 7	23 941			22 980 7	23 941
			41	735			41	735
			6 163 77	6 163 7			6 163 77	6 163 7
<i>Dont titre 2.....</i>			4	74			4	74
<b>Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales</b>	<b>13 348 863</b>	<b>7 212 330</b>	<b>49 997 7</b>	<b>49 910 550</b>			<b>49 997 7</b>	<b>49 910 550</b>
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture .....			46 468 5	46 349			46 468 5	46 349
			33	269			33	269
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation .....	13 348 863	7 212 330						
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture .....			3 529 18	3 561 2			3 529 18	3 561 2
			2	81			2	81
<i>Dont titre 2.....</i>			828 820	828 820			828 820	828 820
<b>Aide publique au développement</b>	<b>6 000 000</b>	<b>6 000 000</b>	<b>308 368 656</b>	<b>91 452 554</b>			<b>308 368 656</b>	<b>91 452 554</b>
Aide économique et financière au développement .....			261 440	80 242			261 440	80 242
			394	585			394	585
Solidarité à l'égard des pays en développement .....	6 000 000	6 000 000	46 928 2	11 209			46 928 2	11 209
			62	969			62	969
<i>Dont titre 2.....</i>	<i>6 000 000</i>	<i>6 000 000</i>						

**Dispositions en vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

<b>Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation</b>			<b>821 906</b>	<b>1 853 636</b>			<b>821 906</b>	<b>1 853 636</b>
Liens entre la Nation et son armée.....			244	1 031 974			244	1 031 974
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant.....				821 662	821 662			821 662
<b>Cohésion des territoires</b>	<b>807 660 827</b>	<b>805 152 431</b>	<b>28 044 311</b>	<b>56 195 920</b>			<b>805 152 431</b>	<b>28 044 311</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables.....	180 673 542	178 165 146					178 165 146	
Aide à l'accès au logement.....	626 987 285	626 987 285					626 987 285	
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat.....			371 534	16 577 684			371 534	16 577 684
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire.....			7 439 464	23 481 923			7 439 464	23 481 923
<i>Dont titre 2.....</i>			88 625	88 625			88 625	88 625
Interventions territoriales de l'État.....			1 067 083	770 083			1 067 083	770 083
Politique de la ville.....			19 166 230	15 366 230			19 166 230	15 366 230
<i>Dont titre 2.....</i>			71 025	71 025			71 025	71 025
<b>Conseil et contrôle de l'État</b>	<b>4 200 000</b>	<b>4 200 000</b>	<b>2 958</b>	<b>1 078 894</b>			<b>2 958</b>	<b>1 078 894</b>
Conseil d'État et autres juridictions administratives.....				1 075 936				1 075 936



**Dispositions en vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

Conseil économique, social et environnemental .....	4 200 000	4 200 000			Conseil économique, social et environnemental.....	4 200 000	4 200 000		
<i>Dont titre 2.....</i>	<i>4 200 000</i>	<i>4 200 000</i>			<i>Dont titre 2.....</i>	<i>4 200 000</i>	<i>4 200 000</i>		
Haut Conseil des finances publiques.....			2 958	2 958	Haut Conseil des finances publiques.....			2 958	2 958
<i>Dont titre 2.....</i>			<i>1 455</i>	<i>1 455</i>	<i>Dont titre 2.....</i>			<i>1 455</i>	<i>1 455</i>
<b>Crédits non répartis</b>			<b>24 717 604</b>	<b>24 717 604</b>	<b>Crédits non répartis</b>			<b>24 717 604</b>	<b>24 717 604</b>
Provision relative aux rémunérations publiques.....			24 717 604	24 717 604	Provision relative aux rémunérations publiques.....			24 717 604	24 717 604
<i>Dont titre 2.....</i>			<i>24 717 604</i>	<i>24 717 604</i>	<i>Dont titre 2.....</i>			<i>24 717 604</i>	<i>24 717 604</i>
<b>Culture</b>	<b>4 803 129</b>	<b>4 803 129</b>	<del>45 747 797</del>	<del>40 780 030</del>	<b>Culture</b>	<b>4 803 129</b>	<b>4 803 129</b>	<u>20 336 121</u>	<u>19 482 237</u>
Patrimoines.....			29 588 346	25 474 643	Patrimoines.....			4 176 670	4 176 850
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture.....	4 803 129	4 803 129	16 159 451	15 305 387	Transmission des savoirs et démocratisation de la culture.....	4 803 129	4 803 129	16 159 451	15 305 387
<i>Dont titre 2.....</i>	<i>4 803 129</i>	<i>4 803 129</i>			<i>Dont titre 2.....</i>	<i>4 803 129</i>	<i>4 803 129</i>	<u>0</u>	<u>0</u>
<b>Défense</b>		<b>214 200 000</b>	<del>1 400 000</del>	<del>284 200 000</del>	<b>Défense</b>		<b>214 200 000</b>	<u>1 149 560</u>	<u>214 200 000</u>
Environnement et prospective de la politique de défense.....			34 129 482	39 559 798	Environnement et prospective de la politique de défense.....			<u>0</u>	<u>29 816 005</u>
Préparation et emploi des forces.....		214 200 000	1 149 560	0 556	Préparation et emploi des forces.....		214 200 000	1 149 560	<u>0</u>
Soutien de la politique de la défense.....			83 850 869	77 699 431	Soutien de la politique de la défense.....			<u>0</u>	<u>58 561 640</u>
Équipement des forces.....			132 459 093	166 940 771	Équipement des forces.....			<u>0</u>	<u>125 822 355</u>
<b>Direction de l'action du Gouvernement</b>			<b>37 584 013</b>	<b>26 896 315</b>	<b>Direction de l'action du Gouvernement</b>			<b>37 584 013</b>	<b>26 896 315</b>



**Dispositions en vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables.....				7 000 00				7 000 00	
			<b>29 437 803</b>	<b>35 138 531</b>				<b>29 437 803</b>	<b>35 138 531</b>
<b>Économie</b>									
Développement des entreprises et régulations.....			16 817 418	19 018 592				16 817 418	19 018 592
<i>Dont titre 2.....</i>			<i>2 912 202</i>	<i>2 912 202</i>				<i>2 912 202</i>	<i>2 912 202</i>
Statistiques et études économiques .....			5 071 098	6 204 213				5 071 098	6 204 213
<i>Dont titre 2</i>			<i>1 347 348</i>	<i>1 347 348</i>				<i>1 347 348</i>	<i>1 347 348</i>
Stratégie économique et fiscale.....			7 549 287	9 915 726				7 549 287	9 915 726
<i>Dont titre 2.....</i>			<i>4 578 128</i>	<i>4 578 128</i>				<i>4 578 128</i>	<i>4 578 128</i>
<b>Engagements financiers de l'État</b>	<b>2 503 504</b>	<b>2 503 504</b>	<b>1 663 000 000</b>	<b>1 680 271 072</b>			<b>2 503 504</b>	<b>2 503 504</b>	<b>1 663 000 000</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'État (crédits évaluatifs).....			1 640 000 000	1 640 000 000				1 640 000 000	1 640 000 000
Épargne.....			23 000 000	23 000 000				23 000 000	23 000 000
Dotations du Mécanisme européen de stabilité.....	2 503 504	2 503 504					2 503 504	2 503 504	
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque.....				17 271 072					17 271 072
<b>Enseignement scolaire</b>	<b>145 116 742</b>	<b>145 116 742</b>	<b>125 870 896</b>	<b>159 052 859</b>			<b>145 116 742</b>	<b>145 116 742</b>	<b>125 870 896</b>

**Dispositions en vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

Enseignement scolaire public du premier degré... <i>Dont titre 2.....</i>	16 260 990 <i>16 260 990</i>	16 260 990 <i>16 260 990</i>	1 239 29 8	1 239 2 98	Enseignement scolaire public du premier degré... <i>Dont titre 2.....</i>	16 260 990 <i>16 260 990</i>	16 260 990 <i>16 260 990</i>	1 239 29 8	1 239 2 98
Enseignement scolaire public du second degré... <i>Dont titre 2.....</i>	61 997 837 <i>61 997 837</i>	61 997 837 <i>61 997 837</i>	16 972 0 26	16 972 026	Enseignement scolaire public du second degré... <i>Dont titre 2.....</i>	61 997 837 <i>61 997 837</i>	61 997 837 <i>61 997 837</i>	16 972 0 26	16 972 026
Vie de l'élève... <i>Dont titre 2.....</i>	44 560 532 <i>44 560 532</i>	44 560 532 <i>44 560 532</i>	76 640 1 63	76 640 163	Vie de l'élève... <i>Dont titre 2.....</i>	44 560 532 <i>44 560 532</i>	44 560 532 <i>44 560 532</i>	76 640 1 63	76 640 163
Enseignement privé du premier et du second degrés... <i>Dont titre 2.....</i>	22 297 383 <i>22 297 383</i>	22 297 383 <i>22 297 383</i>	1 318 00 0	1 319 4 90	Enseignement privé du premier et du second degrés... <i>Dont titre 2.....</i>	22 297 383 <i>22 297 383</i>	22 297 383 <i>22 297 383</i>	1 318 00 0	1 319 4 90
Soutien de la politique de l'éducation nationale... <i>Dont titre 2.....</i>			13 986 1 07 <i>8 100 00</i> 0	47 164 497 <i>8 100 0</i> 00	Soutien de la politique de l'éducation nationale... <i>Dont titre 2.....</i>			13 986 1 07 <i>8 100 00</i> 0	47 164 497 <i>8 100 0</i> 00
Enseignement technique agricole... <i>Dont titre 2.....</i>			15 715 3 02 <i>8 679 93</i> 2	15 717 385 <i>8 679 9</i> 32	Enseignement technique agricole... <i>Dont titre 2.....</i>			15 715 3 02 <i>8 679 93</i> 2	15 717 385 <i>8 679 9</i> 32
<b>Gestion des finances publiques et des ressources humaines</b>			<b>192 904 735</b>	<b>104 219 084</b>	<b>Gestion des finances publiques et des ressources humaines</b>			<b>192 904 735</b>	<b>104 219 084</b>
Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local... <i>Dont titre 2.....</i>			138 467 018 <i>16 423 0</i> 73	41 091 048 <i>16 423</i> 073	Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local... <i>Dont titre 2.....</i>			138 467 018 <i>16 423 0</i> 73	41 091 048 <i>16 423</i> 073
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières...			11 389 8 31	13 279 417	Conduite et pilotage des politiques économiques et financières...			11 389 8 31	13 279 417

**Dispositions en vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

Facilitation et sécurisation des échanges.....			38 500 3	43 962 58			38 500 3	43 962 58
			3 686 35	3 686 3			3 686 35	3 686 3
<i>Dont titre 2.....</i>			7	57			7	57
Fonction publique.....			4 547 52	5 886 3 8			4 547 52	5 886 3 8
<i>Dont titre 2.....</i>			1 000	1 000			1 000	1 000
<b>Immigration, asile et intégration</b>	<b>129 322 223</b>	<b>126 230 30</b>	<b>46 784 4</b>	<b>46 915 05</b>			<b>126 230 30</b>	<b>46 784 4</b>
Immigration et asile.....	129 322 223	126 230 30		121			126 230 30	121
Intégration et accès à la nationalité française.....			46 784 4	46 915 05			46 784 4	46 915 05
<b>Investissements d'avenir</b>	<b>120 300 000</b>	<b>135 300 00</b>	<b>168 300 000</b>	<b>165 300 000</b>			<b>135 300 00</b>	<b>168 300 000</b>
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche.....			28 000 0	00			28 000 0	00
Valorisation de la recherche.....	120 300 000	135 300 00		0			135 300 00	0
Accélération de la modernisation des entreprises.....			140 300 000	165 300 000			140 300 000	165 300 000
<b>Justice</b>			<b>114 971 895</b>	<b>118 731 046</b>			<b>114 971 895</b>	<b>118 731 046</b>
Justice judiciaire.....			33 803 0	28 480 92			33 803 0	28 480 92
Administration pénitentiaire.....			61 430 0	52 946 00			61 430 0	52 946 00
Protection judiciaire de la jeunesse.....			11 925 0	22 363 00			11 925 0	22 363 00
Accès au droit et à la justice.....			966 814	966 814			966 814	966 814
Conduite et pilotage de la politique de la justice.....			6 698 90	13 824 0			6 698 90	13 824 0

**Dispositions en vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

Conseil supérieur de la magistrature.....	148 089	150 134	Conseil supérieur de la magistrature.....	148 089	150 134
<b>Médias, livre et industries culturelles</b>	<b>6 206 526</b>	<b>6 278 233</b>	<b>Médias, livre et industries culturelles</b>	<b>6 206 526</b>	<b>6 278 233</b>
Presse et médias.....	1 270 302	1 270 302	Presse et médias.....	1 270 302	1 270 302
Livre et industries culturelles.....	4 936 224	5 007 931	Livre et industries culturelles.....	4 936 224	5 007 931
	<b>151 154 779</b>	<b>176 070 709</b>		<b>151 154 779</b>	<b>176 070 709</b>
<b>Outre-mer</b>			<b>Outre-mer</b>		
Emploi outre-mer.....	99 673 839	102 290 916	Emploi outre-mer.....	99 673 839	102 290 916
	<i>4 081 236</i>	<i>4 081 236</i>		<i>4 081 236</i>	<i>4 081 236</i>
<i>Dont titre 2.....</i>	<i>6</i>	<i>36</i>	<i>Dont titre 2.....</i>	<i>6</i>	<i>36</i>
Conditions de vie outre-mer.....	51 480 940	73 779 793	Conditions de vie outre-mer.....	51 480 940	73 779 793
<b>Recherche et enseignement supérieur</b>	<del>297 561 387</del>	<del>322 390 323</del>	<b>Recherche et enseignement supérieur</b>	<u>249 678 922</u>	<u>274 466 302</u>
Formations supérieures et recherche universitaire.....	55 635 316	73 259 346	Formations supérieures et recherche universitaire.....	55 635 316	73 259 346
	<i>1 673 466</i>	<i>1 673 466</i>		<i>1 673 466</i>	<i>1 673 466</i>
<i>Dont titre 2.....</i>	<i>6</i>	<i>66</i>	<i>Dont titre 2.....</i>	<i>6</i>	<i>66</i>
Vie étudiante.....	34 882 465	34 924 021	Vie étudiante.....	<u>0</u>	<u>0</u>
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires.....	<del>103 575 817</del>	<del>106 522 047</del>	Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires.....	<u>90 575 817</u>	<u>93 522 047</u>
Recherche spatiale.....	9 150 970	9 150 970	Recherche spatiale.....	9 150 970	9 150 970
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables.....	14 110 612	16 610 612	Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables.....	14 110 612	16 610 612



**Dispositions en  
vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en  
première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs).....			592 000	592 000			592 000	592 000
			000	000			000	000
			<b>74 000 000</b>	<b>74 000 000</b>			<b>74 000 000</b>	<b>74 000 000</b>
<b>Santé</b>			<b>00</b>	<b>000</b>			<b>00</b>	<b>000</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins.....			74 000 00	74 000 000			74 000 00	74 000 000
			1 442 23	1 442 2			1 442 23	1 442 2
<i>Dont titre 2.....</i>			9	39			9	39
		<b>211 445 963</b>	<b>93 613 0</b>	<b>57 126 297</b>			<b>93 613 0</b>	<b>57 126 297</b>
<b>Sécurités</b>	<b>211 445 963</b>	<b>3</b>	<b>62</b>	<b>297</b>			<b>62</b>	<b>297</b>
Police nationale.....	154 734 025	5	87	999			5	999
			154 734 02				154 734 02	
<i>Dont titre 2.....</i>	154 734 025	5					154 734 02	5
Gendarmerie nationale.....	56 711 938	56 711 938	81	272			56 711 938	39 629
<i>Dont titre 2.....</i>	56 711 938	56 711 938					56 711 938	81
Sécurité et éducation routières.....			1 283 44	1 250 5			1 283 44	1 250 5
			9	81			9	81
			1 208 44	1 208 4			1 208 44	1 208 4
Sécurité civile.....			5	45			5	45
<i>Dont titre 2.....</i>			1 208 44	1 208 4			1 208 44	1 208 4
			5	45			5	45
<b>Solidarité, insertion et égalité des chances</b>			<b>838 630 14</b>	<b>5 068 64</b>	<b>19 857</b>		<b>838 630 14</b>	<b>5 068 64</b>
	<b>839 634 461</b>	<b>2</b>	<b>6</b>	<b>221</b>			<b>6</b>	<b>221</b>
Inclusion sociale et protection des personnes.....	785 103 349	784 149 87	0	9 738	9 738		784 149 87	9 738
<i>Dont titre 2.....</i>			9 738	9 738			9 738	9 738
Handicap et dépendance.....	54 531 112	54 480 272					54 531 112	54 480 272



**Dispositions en vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative.....			5 058 90 8	19 847 483
<b>Sport, jeunesse et vie associative</b>	<b>16 500 000</b>	<b>16 500 000</b>	<b>16 616 226</b>	<b>16 258 505</b>
Sport.....			15 656 226	15 298 505
Jeunesse et vie associative.....	16 500 000	16 500 000		
Jeux olympiques et paralympiques 2024.....			960 000	960 000
<b>Travail et emploi</b>		<b>117 306 668</b>	<b>151 318 200</b>	<b>117 106 668</b>
Accès et retour à l'emploi.....			101 594 505	99 585 073
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi.....		117 306 668	33 408 399	
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail.....			8 100 293	9 402 184
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail.....			8 215 003	8 119 411
<i>Dont titre 2.....</i>			<i>6 404 246</i>	<i>6 404 246</i>
<b>Total.....</b>	<b>10 209 023 849</b>	<b>10 521 680 435</b>	<b><del>6 191 687 999</del></b>	<b><del>4 923 514 587</del></b>

Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative.....			5 058 90 8	19 847 483
<b>Sport, jeunesse et vie associative</b>	<b>16 500 000</b>	<b>16 500 000</b>	<b>16 616 226</b>	<b>16 258 505</b>
Sport.....			15 656 226	15 298 505
Jeunesse et vie associative.....	16 500 000	16 500 000		
Jeux olympiques et paralympiques 2024.....			960 000	960 000
<b>Travail et emploi</b>		<b>117 306 668</b>	<b>151 318 200</b>	<b>117 106 668</b>
Accès et retour à l'emploi.....			101 594 505	99 585 073
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi.....		117 306 668	33 408 399	
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail.....			8 100 293	9 402 184
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail.....			8 215 003	8 119 411
<i>Dont titre 2.....</i>			<i>6 404 246</i>	<i>6 404 246</i>
<b>Total.....</b>	<b>10 209 023 849</b>	<b>10 521 680 435</b>	<b><u>5 867 954 414</u></b>	<b><u>4 784 292 773</u></b>

Dispositions en  
vigueur

Texte adopté par l'Assemblée nationale en  
première lecture

Texte adopté par le Sénat en première lecture

Amdts n° 4, n° 10

**ÉTAT C**  
**(ARTICLE 6 DU PROJET DE LOI)**

*RÉPARTITION DES CRÉDITS POUR 2019 ANNULÉS,  
PAR MISSION ET PROGRAMME, AU TITRE DES  
BUDGETS ANNEXES*

**ÉTAT C**  
**(ARTICLE 6 DU PROJET DE LOI)**

*(Conforme)*

*RÉPARTITION DES CRÉDITS POUR 2019 ANNULÉS,  
PAR MISSION ET PROGRAMME, AU TITRE DES  
BUDGETS ANNEXES*

*BUDGETS ANNEXES*

*BUDGETS ANNEXES*

*(En euros)*

Mission / Programme	Autorisations d'engagement supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
<b>Contrôle et exploitation aériens</b>			<b>3 779 09 1</b>	<b>3 779 0 91</b>
Soutien aux prestations de l'aviation civile .....			3 779 09 1	3 779 0 91
<i>Dont</i> <i>charges de</i> <i>personnel.....</i>			3 779 09 1	3 779 0 91
<b>Publications officielles et information administrati ve</b>			<b>23 834 3 71</b>	<b>13 729 371</b>
Édition et diffusion .....			20 240 0 00	10 135 000
Pilotage et ressources humaines .....			3 594 37 1	3 594 3 71
<i>Dont</i> <i>charges de</i> <i>personnel.....</i>			472 342	472 34 2
<b>Total .....</b>			<b>27 613 4 62</b>	<b>17 508 462</b>

**Dispositions en vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

**ÉTAT D  
(ARTICLE 7 DU PROJET DE LOI)**

**ÉTAT D  
(ARTICLE 7 DU PROJET DE LOI)**

*RÉPARTITION DES CRÉDITS POUR 2019 OUVERTS ET ANNULÉS, PAR MISSION ET PROGRAMME, AU TITRE DES COMPTES SPÉCIAUX*

*RÉPARTITION DES CRÉDITS POUR 2019 OUVERTS ET ANNULÉS, PAR MISSION ET PROGRAMME, AU TITRE DES COMPTES SPÉCIAUX*

**I. – COMPTES D’AFFECTATION SPÉCIALE**

*(En euros)*

Mission / Programme	Autorisations d'engagements supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Aides à l'acquisition de véhicules propres	24 149 184	22 074 592		4 925 408
Contribution au financement de l'attribution d'aides à l'acquisition de véhicules propres au bénéfice des particuliers.....	2 074 592			4 925 408
Contribution au financement de l'attribution d'aides à l'acquisition de véhicules propres au bénéfice des personnes morales.....	22 074 592	22 074 592		

**Dispositions en  
vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en  
première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

<b>Contrôle de la circulation et du stationnement routiers</b>	<b>132 098 533</b>	<b>132 098 533</b>	<b>13 000 000</b>	<b>57 082 595</b>
Structures et dispositifs de sécurité routière.....			13 000 000	57 082 595
Contribution à l'équipement des collectivités territoriales pour l'amélioration des transports en commun, de la sécurité et de la circulation routières .....	89 194 222	89 194 222		
Désendettement de l'État.....	42 904 311	42 904 311		
<b>Gestion du patrimoine immobilier de l'État</b>				<b>93 000 000</b>
Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État.....				93 000 000
<b>Participation de la France au désendettement de la Grèce</b>			<b>306 490 000</b>	<b>300 790 000</b>

**Dispositions en vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

Versement de la France à la Grèce au titre de la restitution à cet État des revenus perçus sur les titres grecs .....			306 490 000	300 790 000
<b>Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs</b>			<b>24 691 000</b>	<b>47 723 186</b>
Exploitation des services nationaux de transport conventionnés.....			24 691 000	47 723 186
<b>Transition énergétique</b>			<b>575 837 921</b>	<b>576 852 971</b>
Soutien à la transition énergétique.....			575 837 921	576 852 971
<b>Total .....</b>	<b>156 247 717</b>	<b>154 173 125</b>	<b>920 018 921</b>	<b>1 080 374 160</b>

**II. – COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS**

(En euros)

Mission / Programme	Autorisations d'engagements supplémentaires ouvertes	Crédits de paiement supplémentaires ouverts	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement annulés
Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics			468 728 897	468 728 897

**Dispositions en  
vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en  
première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

Avances à l'Agence de services et de paiement, au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune.....			468 728 897	468 728 897	
<b>Prêts à des États étrangers</b>			<b>245 350 000</b>	<b>455 010 000</b>	
Prêts à des États étrangers en vue de faciliter la vente de biens et de services concourant au développement du commerce extérieur de la France.....				209 660 000	
Prêts à des États étrangers pour consolidation de dettes envers la France.....			245 350 000	245 350 000	
<b>Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés</b>	<b>100 000 000</b>				

**Dispositions en  
vigueur**

**Texte adopté par l'Assemblée nationale en  
première lecture**

**Texte adopté par le Sénat en première lecture**

Prêts à la société concessionna ire de la liaison express entre Paris et l'aéroport Paris- Charles de Gaulle.....	100 000 000			
<b>Total.....</b>	<b>100 000 000</b>		<b>714 078 897</b>	<b>923 73 8 897</b>